

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE
(Aube)**

(5 juin 2002)

(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

ACCORD DU 6 JUILLET 2010

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
HIÉRARCHIQUES POUR L'ANNÉE 2010**

NOR : ASET1050954M

IDCC : 2294

Entre :

L'UIMM de l'Aube,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

TITRE I^{ER}

BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis (SMEG), fixé à l'article 4 du présent accord, s'appliquant aux agents de maîtrise, aux agents administratifs, techniciens et aux ouvriers occupant des fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975, et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Les salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluse. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % à 7 % résultant de l'accord du 4 avril 1980, et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la compensation annuelle des sommes réellement perçues par les salariés, avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaire, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives et enfin des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2010, le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
I	1	140	16 126
	2	145	16 200
	3	155	16 250

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
II	1	170	16 383
	2	180	16 402
	3	190	16 451
III	1	215	16 555
	2	225	17 007
	3	240	17 596
IV	1	255	17 916
	2	270	18 636
	3	285	19 585
V	1	305	21 177
	2	335	23 182
	3	365	25 564
	4	395	27 918

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit, et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

TITRE II

BARÈMES DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 7

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 8

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 9

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suite le barème des rémunérations minimales hiérarchiques. La valeur du point est revalorisée à 4,20 €.

Article 10

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 11

Le barème établi sur ces valeurs du point prend effet à compter du 1^{er} août 2010.

Article 12

L'UIMM Aube s'engage à ne pas creuser l'écart avec la moyenne régionale de la valeur du point à l'avenir. Cette moyenne régionale est au 6 juillet 2010 d'un montant de 4,54 €.

Les valeurs au 6 juillet 2010 étant pour :

- les Ardennes de 4,59 € (accord du 11 décembre 2008) ;
- la Haute-Marne de 4,80 € (accord du 31 mars 2010) ;
- la Marne de 4,69 € (accord du 12 novembre 2009) ;
- l'Aube de 4,07 € (accord du 21 décembre 2007).

Cela implique que toutes propositions de l'UIMM Aube qui respectent scrupuleusement l'article 12 fassent l'objet d'un accord des partenaires sociaux afin de ne pas remettre en cause l'engagement de l'UIMM Aube relatif à cet article.

Article 13

Le présent accord établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles D. 2231-2 et R. 2231-9 du code du travail.

Fait à Troyes, le 6 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)